

ARRÊTÉ N° ARR_2024_0129_PV1_RD 11 _ANNOIRE
Portant permission de voirie sur une Route Départementale

Service : PPR - ROUTES - SDEE - ARD DOLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

- VU** La demande en date du 31 janvier 2024 par laquelle le Cabinet MERLIN, représenté par M. Paul VUILLEMIN – pvuillemin@cabinet-merlin.fr, domicilié 12, Rue de Gray 21000 DIJON, travaux pour le compte du SYNDICAT DES EAUX DU RECEPAGE, sollicite l'autorisation d'exécuter des travaux de réhabilitation de conduite d'eau potable en fonte Ø 60 mm et 150 mm de 330 ml dans l'emprise des Routes Départementale n° 11 39120 ANNOIRE ;
- VU** Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4 et L3221-5 ;
- VU** Le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2 à L113-7 ;
- VU** Le règlement de voirie départementale approuvé le 28 mai 2010 ;
- VU** L'arrêté en vigueur de délégation permanente de signature consentie à M. le Chef de l'Agence Routière Départementale de DOLE ;
- VU** Le code général des propriétés des personnes publiques et notamment les articles L2121-1 à L2122-5 ;
- VU** L'état des lieux ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 AUTORISATIONS PREALABLES

Le bénéficiaire est expressément averti que le présent arrêté ne vaut pas autorisation qui relève de réglementations et codes autres que celui du code de la voirie routière.
Si tel est le cas pour l'aménagement envisagé, alors il lui revient d'obtenir les accords auprès des autorités compétentes.

ARTICLE 1 AUTORISATION

Le bénéficiaire désigné dans la demande susvisée est autorisé à occuper le domaine public, RD 11 commune de ANNOIRE, pour exécuter les travaux énoncés dans sa demande et pour y maintenir les ouvrages réalisés, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Renouvellement de conduite d'eau potable en fonte de diamètre 60 mm et 150 mm sur 330 ml sous chaussée et en accotement.

ARTICLE 2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les dispositions de l'article 39 du règlement de voirie susvisé sont applicables sous réserves des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté.

Implantation et ouverture du chantier

Le bénéficiaire préviendra le service gestionnaire de la voirie (Agence Routière Départementale de DOLE) de la date du commencement des travaux. Les ouvrages à réaliser seront implantés en sa présence.

Les tranchées transversale et longitudinale seront implantées sous accotement et sous chaussée.

Mode opératoire (voir schéma joint)

- TRANCHÉE SOUS CHAUSSÉE

Tranchée ouverte sous chaussée souple – réseau secondaire non renforcé:

- Sciage soigné de la chaussée à la scie diamantée, ouverture de la fouille.
- Extraction, évacuation des matériaux en décharge.
- Pose du réseau, enrobage de celui-ci en sable, sur une épaisseur de 20 cm.
- Installation d'un grillage avertisseur, à 10 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement successif en G.N.T 0/63 ou 0/80 sur une épaisseur de 50 cm, G.N.T 0/31.5 sur une épaisseur de 10 cm minimum. G.B sur une épaisseur de 12 cm.
- Compactage par couches de 20 à 30 cm.

Réfection provisoire : dès la fin des travaux à l'émulsion de bitume bicouche, gravillons 6/10 et 4/6 ou en enrobé à froid.

Réfection définitive : environ 2 à 3 mois après la réfection provisoire, comprenant :

- Redécoupage de la chaussée, 0,15 m de part et d'autre des deux lèvres de la tranchée.
- Décaissement de celle-ci sur 6 cm minimum, réalisation d'un B.B porphyre.
- Fermeture des joints à l'émulsion de bitume.

Dispositions Spéciales :

La tranchée longitudinale se fera par demi chaussée hors bande de roulement, les tampons seront implantés hors bande de roulement et certains seront mis sous chaussée à au moins 10 cm minimum de profondeur sous l'enrobé.

La réfection provisoire sur les tranchées se feront à l'avancement du chantier.

- TRANCHÉES SOUS ACCOTEMENT :

Tranchée ouverte sous accotement ou dépendances, à une distance < à 1.20 m du bord de chaussée:

- Ouverture de la fouille.
- Extraction, puis évacuation des matériaux en décharge.
- Pose du réseau d'eau potable, installation d'un grillage avertisseur à 10 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement en, G.N.T 0/31.5 sur une épaisseur de 75 cm.
- Compactage par couches de 30 cm.
- Réglage et finition soignée de l'accotement ou dépendances, à l'identique.

- CONTRÔLES DE COMPACITÉ

Les objectifs de densification et la fréquence des contrôles sont fixés par l'annexe 7 du règlement de voirie susvisé.

Dépôt de matériaux et de matériel

Les matériaux et matériels nécessaires aux travaux autorisés pourront être mis en dépôt sur l'accotement des RD 11 avec l'accord du service gestionnaire.

Remise en état

A la fin du chantier, les lieux seront remis en état et tous les déchets (y compris les déblais excédentaires) produits par les travaux seront évacués vers une filière de traitement appropriée.

ARTICLE 3 SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DU CHANTIER

L'entreprise chargée des travaux devra signaler le chantier conformément à la réglementation et aux recommandations en vigueur, et notamment le guide « Manuel de chef de chantier – signalisation temporaire ».

Si l'exécution des travaux nécessite un arrêté réglementant la circulation, il devra l'obtenir avant leur début auprès de l'autorité de police compétente.

ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES LIES A L'AMIANTE ET AUX HAP

En cas de démolition partielle ou totale de la chaussée, le bénéficiaire est tenu d'effectuer au préalable et à ses frais un diagnostic sur la présence éventuelle d'amiante ou de HAP. Si celle-ci est avérée, les mesures préventives et le traitement des matériaux produits par le chantier seront pris en charge par le bénéficiaire.

En cas de démolition partielle ou totale de la chaussée, le bénéficiaire devra demander au service gestionnaire communication du diagnostic existant sur la présence éventuelle d'amiante ou de HAP. Si la présence d'amiante et/ou de HAP est avérée, les mesures préventives et le traitement des matériaux pollués produits par son chantier seront pris en charge par le bénéficiaire.

ARTICLE 5 DURÉE DES TRAVAUX ET RÉCOLEMENT

La durée des travaux autorisés par le présent arrêté ne devra pas excéder 3 mois. Le bénéficiaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance le service gestionnaire de la date prévue pour la fin des travaux afin qu'il puisse contrôler leur conformité au projet autorisé.

ARTICLE 6 RESPONSABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE – GARANTIE

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et elle ne peut être cédée sans l'accord du Département. Son bénéficiaire est responsable vis-à-vis de ce dernier et vis à vis des tiers des dommages de toute nature qui pourraient résulter des travaux ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Pendant la durée de l'autorisation d'occupation du domaine, son bénéficiaire devra assurer l'entretien des ouvrages dont il est propriétaire à charge pour lui de solliciter l'autorisation de réaliser les travaux correspondants. En ce qui concerne le remblaiement des tranchées et la réfection de la chaussée et des dépendances domaniales, le délai de garantie est fixé à un an à compter du récolement des travaux.

Dans le cas où les prescriptions de l'autorisation ne seraient pas respectées, le service gestionnaire adressera une mise en demeure au bénéficiaire pour y remédier dans un délai déterminé. Si celle-ci est restée sans effet au terme du délai, le service gestionnaire pourra exécuter d'office et aux frais du bénéficiaire, les travaux nécessaires.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 VALIDITÉ DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnités, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public.

Le Département se réserve également le droit de faire déplacer les ouvrages implantés sur le domaine public aux frais de leur bénéficiaire, dès lors que ce déplacement est justifié par des travaux d'aménagement du domaine.

ARTICLE 8 Mme la Directrice Générale des Services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis en Préfecture et publié sur le site internet du département <https://www.jura.fr>.

ARTICLE 9 RECOURS

Le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant qu'il peut exercer auprès de l'Agence routière départementale de DOLE, à l'adresse suivante : 24 Rue de la Fenotte 39100 DOLE.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Diffusion :

Le bénéficiaire pour attribution

Son représentant pour information

La commune de ANNOIRE pour information

L'ARD pour classement

Signature de l'arrêté



PV/CS
01201317-150-TVX-LT-1-093-A.doc

A Dijon, le 31 janvier 2024

Objet :
Commune d'ANNOIRE Route de Petit Noir
Alimentation en eau potable

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Agence de Dole - Chaussin
24 rue de la Fenotte

PJ Ann :
Plan réseau AEP projeté

39100 DOLE

Copie :
SE du RECEPAGE

A l'attention de Monsieur REGAD

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous demander, pour le compte du Syndicat des Eaux du RECEPAGE, sur le territoire de la commune d'Annoire, la permission de voirie pour le renouvellement de réseau d'alimentation en eau potable Route de Petit Noir sur l'emprise de la route départementale 11.

Les travaux comprennent :

- La pose d'une canalisation d'alimentation en eau potable en fonte de diamètre 150 et 60 mm sur un linéaire de 330 m en accotement et sous chaussée entre la Rue du Doubs et la sortie du village.

La pose du réseau est prévue en accotement et sous chaussée avec lit de pose sable enrobage GNT, remblai en GNT et réfection à l'identique et selon les prescriptions du CD39.

Les travaux de renouvellement de canalisations sont programmés par le SE du RECEPAGE sur une canalisation présentant des problèmes de casses fréquentes et des risques de relargage de CVM.

1/2

INGENIEURS CONSEILS

EAU POTABLE - ASSAINISSEMENT - TRAITEMENT DES EAUX - V.R.D. - COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS - TECHNOLOGIES DE L'ENVIRONNEMENT - IRRIGATIONS - EQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INDUSTRIELS - PILOTAGE - COORDINATION ASSISTANCE ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

CABINET D'ÉTUDES MARC MERLIN
6, rue Grolée - 69289 LYON Cedex 02
Tél. +33 (0)4 72 32 56 00 - Fax +33 (0)4 78 38 37 85
E-mail : cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr
SAS au capital de 6 760 000 € - APE 7112 B
RCS Lyon B 428 634 356 (1999 B 03670)
N° SIREN 428 634 356 - TVA : FR76 428 634 356
www.cabinet-merlin.fr

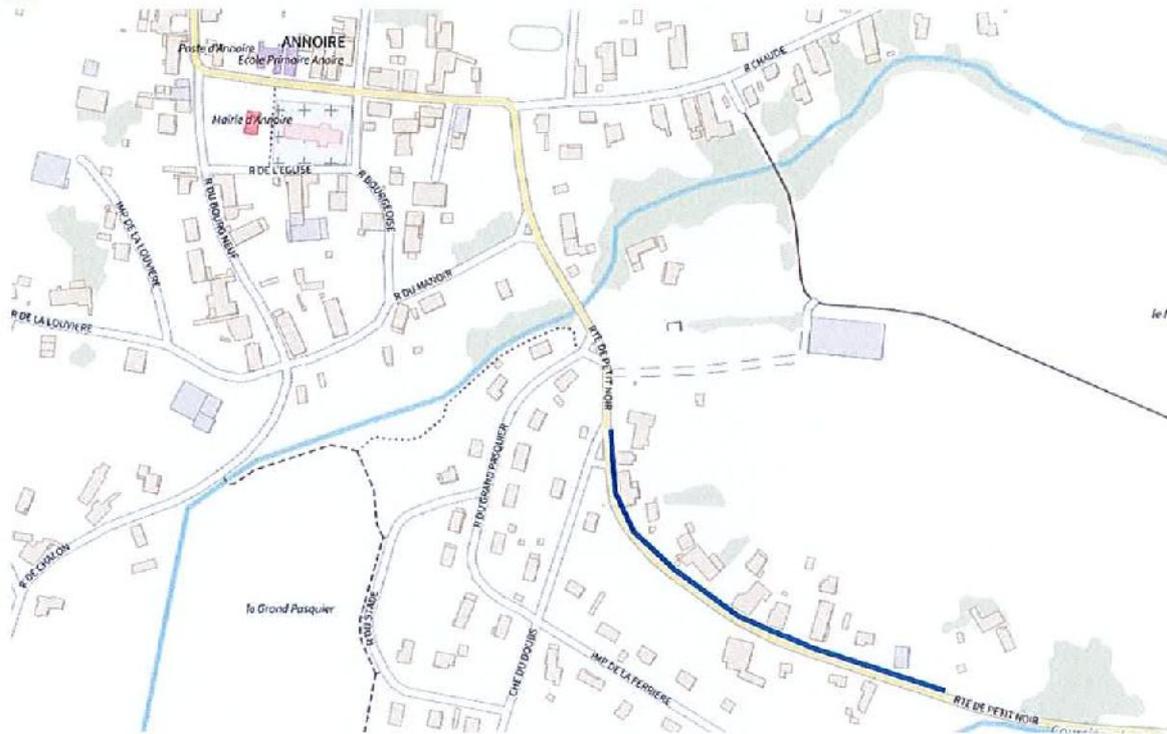
IMPLANTATION REGIONALE

12, Rue de Gray

21000 DIJON

Tél : +33.80.65.42.56 - Fax : +33.80.65.01.80

E-mail : cm-dijon@cabinet-merlin.fr



Ces travaux seront réalisés par l'Entreprise SADE après le retour d'autorisation.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pourrez joindre Monsieur Vuillemin du Cabinet MERLIN au 06.13.05.37.08.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

P. VUILLEMIN,

2/2

INGENIEURS CONSEILS

EAU POTABLE - ASSAINISSEMENT - TRAITEMENT DES EAUX - V.R.D. - COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS - TECHNOLOGIES DE L'ENVIRONNEMENT - IRRIGATIONS - EQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INDUSTRIELS - PILOTAGE - COORDINATION ASSISTANCE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

CABINET D'ÉTUDES MARC MERLIN
6, rue Grolée - 69289 LYON Cedex 02
Tél. +33 (0)4 72 32 56 00 - Fax +33 (0)4 78 38 37 85
E-mail : cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr
SAS au capital de 6 760 000 € - APE 7112 B
RCS Lyon B 428 634 356 (1999 B 03670)
N° SIREN 428 634 356 - TVA : FR76 428 634 356
www.cabinet-merlin.fr

IMPLANTATION REGIONALE

12, Rue de Gray

21000 DIJON

Tel : 03.80.65.42.56 - Fax : 03.80.65.01.80

E-mail : cm-dijon@cabinet-merlin.fr

Envoyé en préfecture le 12/02/2024

Reçu en préfecture le 12/02/2024

Publié le 12-02-2024

ID : 039-223900010-20240212-ARR_2024_0129-AR



ECHELLE
1/1000

Réseau Structurant et Primaire chaussée souple

Profondeur des canalisations et réseaux :

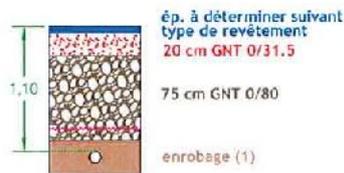
Les canalisations ou réseaux divers seront posées, sauf dérogation, de façon à ce que la distance entre la génératrice supérieure et la surface du sol ne soit pas inférieure à :

- 1.10 m sous chaussée ou sous accotement
- 0.60 m sous espace vert ou sous trottoir en agglomération

sous chaussée



sous accotement
stabilisé



sous espace vert



sous trottoir



(1) l'enrobage doit dépasser de 10 cm la génératrice supérieur de la canalisation

----- dispositif avertisseur